

Les subsides

sincère et si nous n'étions pas à la veille d'élections générales, c'est là ce qu'il dirait, comme il l'a d'ailleurs dit l'an dernier, monsieur le Président.

Lorsqu'on analyse les faits et la situation, on se trouve confronté à un problème très délicat en raison du genre de politique que suivent les États-Unis. Pour la première fois de l'histoire contemporaine—ou du moins aussi loin que remonte mon souvenir—les États-Unis sont devenus importateurs de capitaux. Depuis des générations, ils exportaient des capitaux. Ils ont créé une base de richesses, favorisé une expansion généralisée et exporté des capitaux vers les pays en développement. Les Américains ont exporté des capitaux au Canada et dans les pays d'Europe. Ils en ont exporté dans les pays en développement, où ils ont construit des usines, fabriqué du matériel et créé des emplois. Pour la première fois de notre histoire, ou du moins aussi loin que remonte mon souvenir, les États-Unis deviendront cette année importateurs de capitaux. Ce pays gère un déficit proche de 200 milliards de dollars—c'est en fait entre 150 et 200 milliards de dollars—ce qui est énorme par rapport au taux de l'épargne aux États-Unis. Je voudrais vous donner quelques explications. Aux États-Unis, le gouvernement a besoin d'emprunter et le taux d'épargne est très faible comparé à la plupart des autres pays du monde; malgré tout, il y a un secteur privé en expansion rapide . . .

M. Blenkarn: C'est une économie dirigée et bien gérée, qui donne du travail aux gens.

M. Evans: . . . qui exerce de fortes pressions sur les marchés financiers. Tout ce qui risque d'arriver, c'est une poussée des taux d'intérêt. J'entends le député d'en face faire une remarque. Je lui répondrai que ce sont les forces du marché libre qui s'exercent. Les taux d'intérêt augmentent. Pourquoi? Afin d'attirer de nouveaux capitaux sur le marché, lesquels serviront ou bien au gouvernement américain, pour satisfaire ses besoins d'emprunt, ou au secteur privé, où la demande de capitaux est forte. Si l'économie américaine ne réussit pas à produire elle-même des épargnes, ce qui est le cas actuellement aux États-Unis où le taux de l'épargne est faible, les taux d'intérêt élevés attireront des capitaux d'autres pays, ce qui aura pour effet de stabiliser les taux d'intérêt aux États-Unis. Cependant, du même coup, cela provoquera une poussée des taux d'intérêt dans tous les autres pays d'où viennent les capitaux exportés aux États-Unis. C'est notre cas. Si le taux d'épargne aux États-Unis était plus fort et si ce pays trouvait suffisamment de fonds sur place pour financer le déficit fédéral américain et les besoins croissants du monde des affaires, dont le taux de croissance est supérieur à 8 p. 100, nous n'assisterions pas à cette poussée des taux d'intérêt aux États-Unis. Les taux d'intérêt n'auraient pas tendance à augmenter

comme ils le font au Canada parce que les capitaux sont naturellement exportés vers les États-Unis, où les taux d'intérêt sont plus élevés, pour y être investis.

Depuis toujours, notre pays attire des capitaux étrangers pour financer la croissance rapide que nous connaissons depuis une quarantaine ou une cinquantaine d'années. Les députés conviendront que pour y parvenir, nous avons toujours maintenu—ce qui tend à illustrer mon argument concernant la libre circulation des fonds et son incidence—nos taux d'intérêt à ½ p. 100 au-dessus des taux américains. De cette façon, nous avons attiré des capitaux à investir dans notre pays. Étant donné les vives inquiétudes qu'éprouvent le gouvernement et le gouverneur de la Banque du Canada depuis un an et demi, nous avons fait en sorte de maintenir nos taux d'intérêt au même niveau que ceux des États-Unis ou même un peu moins. En effet, en général, nos taux d'intérêt sont aujourd'hui inférieurs de ½ p. 100 à ceux des États-Unis.

M. Blenkarn: Parlez-nous donc des taux d'intérêt en Allemagne et en Suisse.

M. Evans: C'est ce qui a provoqué une fuite de capitaux, ce qui, en retour, a entraîné la baisse du dollar canadien. La valeur du dollar a diminué parce que nous avons eu tendance à maintenir nos taux d'intérêt à environ ½ p. 100 en-dessous de ceux des États-Unis. Nous savons les conséquences qu'ont les taux d'intérêt élevés sur les petites entreprises et les particuliers désireux d'acheter une maison, les agriculteurs et les pêcheurs, et tous les Canadiens qui veulent emprunter. Nous faisons notre possible pour maintenir les taux d'intérêt au niveau le plus bas possible sans nuire à la stabilité de notre système.

C'est le problème auquel nous nous heurtons, monsieur le Président, et les députés d'en face le comprennent très bien, j'en suis sûr. Ils savent que les choix qui s'offrent, mises à part les solutions choisies par le gouvernement, auraient des répercussions terribles sur notre commerce, sur les marchés des capitaux libres et sur la confiance que la communauté internationale aurait dans le Canada en tant que partenaire commercial, source de capitaux et emprunteur. Nos vis-à-vis n'aident certainement pas les Canadiens à comprendre la situation lorsqu'ils nous rebattent les oreilles sur les mesures qui devraient être prises et sur le tort énorme que cause le gouvernement en n'agissant pas immédiatement pour réduire notamment les taux d'intérêt de 3 p. 100, alors qu'ils savent fort bien que cela aurait des répercussions désastreuses sur les emplois et le niveau de vie du Canadien moyen. Ils savent au fond de leur cœur, comme le député de St-Jean-Ouest que s'ils étaient à notre place, ils prendraient, à peu de choses près, les mêmes mesures que nous.